



l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
21 septembre 2023

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Notre SITE INTERNET :
www.nouveaupartianticapitaliste.fr

FACE À LA POLITIQUE CRIMINELLE DE L'UNION EUROPÉENNE : DE L'AIR, OUVREZ LES FRONTIÈRES !

Depuis le 11 septembre, 11 000 exilés, hommes, femmes et enfants, sont arrivés sur l'île italienne de Lampedusa, dont les capacités d'accueil sont déjà saturées. On a vu les gestes de solidarité des habitants face à la détresse de ces familles de migrants. Mais les principaux gouvernements de l'Union européenne, eux, ont aussitôt décidé de fermer leurs frontières à ces réfugiés.

L'Italie a déclaré l'état d'urgence sur l'île et la fin de l'accès aux demandeurs d'asile, suivie de l'Allemagne et de la France, qui renforce les contrôles sur toute la frontière franco-italienne.

Larmes de crocodile... et responsabilités de l'impérialisme

Crises économiques, catastrophes naturelles et guerres poussent toujours plus de personnes sur les routes de l'exil. Le séisme qui a frappé une région très pauvre du Maroc a fait plusieurs milliers de victimes. À Derna en Libye, plus de 10 000 personnes sont portées disparues suite au cyclone. Verser quelques larmes sur ces catastrophes ne coûte rien aux dirigeants européens. Mais pas question de reconnaître leurs responsabilités dans la situation de nombreux pays d'Afrique... et encore moins de les assumer.

Les grands groupes français font des affaires au Maroc et profitent de la grande misère du peuple marocain, gardienné par un roi milliardaire. Quant à la Libye, c'est l'intervention militaire des puissances impérialistes (la France en tête) en 2011, qui l'a plongé dans le chaos. Elles prétendaient alors agir pour renverser la dictature de Kadhafi, à laquelle elles avaient pendant des années sous-traité la sale besogne de garde-frontière, la chargeant de parquer dans des camps les candidats à l'émigration. Depuis, le pays est déchiré entre des seigneurs de guerre appuyés par des pays riches, dont la France, en monnayant le pétrole et la rétention des migrants qui voudraient rejoindre l'Europe mais sont réduits à une vie d'esclavage.

Et l'Union européenne passe la brosse à reluire à Kaïs Saïed, le président tunisien qui lui-même mène en Tunisie une campagne raciste contre les migrants venus d'Afrique sub-saharienne. Elle vient de lui pro-

mettre, ce dimanche, de nouvelles subventions pour qu'il ouvre en Tunisie de nouveaux camps pour bloquer les migrants de l'autre côté de la Méditerranée.

Ne pas nous laisser diviser

Les dirigeants des pays riches sèment misère, exploitation et chaos dans le monde entier, mais tablent sur une xénophobie soigneusement entretenue, pour mieux nous diviser entre exploités. Macron n'est pas le dernier quand il s'agit d'emboîter le pas à l'extrême droite. Il a lancé son idée de référendum sur l'immigration, pour tenter de détourner notre attention des problèmes essentiels : salaires et pouvoir d'achat face à une inflation galopante. Et voilà qu'il enchaîne les gesticulations, décidant maintenant de priver les étudiants venant du Mali, du Burkina Faso et du Niger de toute possibilité de poursuivre leurs études en France. Une manière de se venger sur eux de la remise en cause de la présence française au Sahel, alors que c'est avant tout la population de cette région qui subit les conséquences des coups d'État militaires.

Interdire l'accès à l'Europe a pour seul effet de rendre les routes migratoires toujours plus dangereuses. La Méditerranée est un cimetière où disparaissent des milliers de morts chaque année. Il y a les moyens d'accueillir dignement ces exilés, qui seront demain nos camarades de travail et doivent avoir les mêmes droits. Comme il y a les moyens d'augmenter nos salaires. Pour cela, il faut s'en prendre aux profits des patrons. Car ceux qui prétendent le contraire sont justement ceux qui s'engraissent par l'exploitation de notre classe sociale, une exploitation qui, elle, ne connaît pas de frontières. Travailleurs et travailleuses de tous les pays, unissons-nous !

On veut toujours nos samedis... à l'avance

Samedi dernier, plusieurs secteurs de l'usine ont vu la séance prévue annulée au dernier moment, vendredi midi. S'épargner un sixième matin d'affilée à l'usine, on est tous pour. Mais, pour en profiter vraiment, le mieux est encore qu'il ne soit pas inscrit au tableau de travail du tout !

Rien de sert de courir

Les séances de travail qui s'arrêtent plusieurs heures faute de matière touchent de plus en plus de secteurs, chez nous comme dans les autres sites du groupe. C'est bien la preuve qu'il faut ralentir les cadences et partager le travail entre toutes et tous.

Les actionnaires font encore bien assez d'argent pour nous payer des salaires décentes même avec une production moindre.

Les voyages déforment la jeunesse

La direction cherche des volontaires pour un séjour de plusieurs mois à Sept-Fons. Le défraiement est assuré ? La galère aussi : ce n'est pas une partie de plaisir qui attend les candidats à l'exil, mais des pressions redoublées pour faire sortir une production dont le manque génère des pannes dans tout le groupe.

Rien d'étonnant à ce que les volontaires ne se bousculent pas au bureau d'embauche...

Taxi : un métier d'avenir

On pouvait croire que le covoiturage tuerait le métier de taxi. Mais grâce au groupe PSA, il connaît une nouvelle jeunesse. Pourquoi ravitailler les usines terminales avec des semi remorques quand des dizaines de bâchés légers peuvent faire le même boulot ? Mardi, c'est pas moins de 20 demi-palettes qui ont été expédiées en Espagne... une par une.

La preuve définitive de l'avenir des taxis, c'est que même des cadres de chez nous s'y mettent discrètement – il y a deux semaines, ils ont été chercher des cartons de petites pièces dans de simples voitures. De quoi alimenter la fuite des talents de notre malheureuse usine...

Notre santé n'est vraiment pas leur priorité

À PSA Vesoul, il y a eu 8 salariés infectés par la tuberculose au Ferrage dans la même équipe. La direction a complètement bâclé l'enquête sanitaire et l'information auprès des salariés (risque de contagion). Les salariés ont donc réagi en en discutant entre eux, en se prévenant et en alertant le CSSCT (commission santé, sécurité et conditions de travail).

Pour nous protéger, comptons sur nous-mêmes.

Faut pas nous chauffer

À PSA-Sevelnord vendredi 8 septembre un

débrayage a eu lieu contre les conditions de travail sous la forte chaleur. Les ouvriers des lignes HC ont obtenu 10 minutes de pause supplémentaire. La direction s'est engagée à ramener 50 ventilateurs.

Le lundi suivant, une vingtaine de salariés d'une autre équipe ont débrayé une heure, pour les mêmes raisons. Ils ont eux aussi obtenu un arrêt chaleur et un engagement de la direction de créer un poste.

Face à la hausse des prix, pas un salaire, pas une pension en dessous de 2 000 euros !

Ridicule, l'annonce de Borne qui autoriserait les stations-services à vendre « à perte » le carburant : quelques centimes, dans les grandes surfaces seulement, à partir de décembre. Alors que TotalEnergie accumule les profits et que les taxes de l'État font 60 % du prix.

Ils craignent qu'explode la colère sur les salaires.

La journée de mobilisation du 13 octobre prévue par les syndicats sera une occasion de nous retrouver dans la rue. Pour rattraper la hausse des prix et les indexer sur l'inflation, c'est une grève contagieuse que nous devons préparer.

Manifestation

Au début de l'été, le meurtre du jeune Nahel par un policier mettait en lumière de manière dramatique les violences du « maintien de l'ordre » auprès des populations des plus pauvres du pays. Une violence à laquelle tous les travailleurs qui se mobilisent pour leurs droits ces dernières années ont été confrontés d'une manière ou d'une autre.

Pour dénoncer ces violences, le racisme qui les nourrit, et les gouvernements successifs qui y recourent pour imposer leurs politiques impopulaires, une marche est organisée par plusieurs partis, syndicats et associations à Caen. Soyons-y nombreux et nombreuses ! Rendez-vous :

Samedi 23 septembre – 14h30
Place du marché – Calvaire-Saint-Pierre

Le soulèvement en Iran, un an après

Le 16 septembre 2022 mourait Mahsa Amini sous les coups de la police des mœurs pour un voile mal mis. Dans un contexte de politique anti-ouvrière, d'inflation et de dictature misogyne, les conditions étaient réunies pour que le pays s'embrase. Malgré la répression féroce qui s'ensuivit, la République islamique est aujourd'hui fragilisée et défiée quotidiennement par les femmes « dévoilées ». On espère que cet anniversaire marqué par des grèves de commerçants et des manifestations donnera de l'élan pour la reprise et la structuration de leur courageuse révolte.